



EFP 225

# Sommaire

## Page 4 **Actualités**

Veillée d'armes sur la réforme des retraites  
Des services publics déshumanisés par la RGPP

## Page 8 **Fonction Publique territoriale**

Les Autonomes font entendre leur voix à Bruxelles  
Les fonctionnaires des Offices Publics de l'Habitat à la croisée des chemins

## Page 11 **Organisation de la FGAF**

Les responsables des unions régionales de la FGAF  
Les responsables régionaux des organisations de la FGAF  
Organigramme de la FGAF

## Page 15 **Fonction Publique Hospitalière**

HOLD UP sur la pénibilité du travail des infirmiers  
Séquençage de la revalorisation des deux grades IDE (2010-2012-2015)

## Page 16 **État**

La FGAF renforce son pôle État avec l'arrivée de deux syndicats

## Page 18 **Éducation Nationale**

Il est temps de changer de politique éducative  
Prégressions incantatoires  
Vive la France !  
La sélection, nouveau tabou... ou retour du refoulé ?  
Vie de la CSEN

### **Magazine de la Fédération Générale Autonome des Fonctionnaires**

Directeur de la publication : François Portzer  
Rédactrice en chef : Marie-Do Marfaing  
Siège social et administration :  
96-98 rue Blanche - 75009 Paris  
Tél. : 01 42 80 00 55  
Fax : 01 42 80 04 12  
Conception et réalisation :  
JP•Création - Tél. : 01 45 91 08 87  
Impression :  
Imprimerie NPC - Tél. : 01 55 90 21 30  
ISSN : 0996-1402  
Commission paritaire : 1011S08033

François Portzer  
Secrétaire Général de la FGAF



# Édito

## les fonctionnaires boucs émissaires d'un dialogue social en trompe l'œil

Le 23 mars, un certain nombre d'organisations syndicales de fonctionnaires ont décidé de manifester leur mécontentement dans la rue. La FGAF sera de celles-là.

### **Pourquoi une telle démarche revendicative de la part d'une fédération comme la nôtre, attachée au dialogue social et hostile aux récupérations politiques ?**

C'est que pour les fonctionnaires, et en particulier les adhérents et sympathisants de la FGAF, la coupe est pleine. En effet, au-delà des belles déclarations d'intention sur papier glacé, le gouvernement actuel n'a cessé de s'attaquer aux agents publics : sous prétexte de remédier à une crise dont ils ne sont nullement responsables, ils sont considérés comme les principaux instigateurs du gaspillage des fonds publics et doivent donc s'adapter, de gré ou de force, à des réformes qui vont à l'encontre des intérêts de la Nation.

Ainsi dans l'Éducation nationale, tout est fait pour que dès la rentrée prochaine, soit mise en place à la va-vite, contre l'assentiment de la majorité des professeurs qui y enseignent, une réforme du lycée qui appauvrira considérablement les contenus disciplinaires et provoquera des suppressions de postes en masse. Dans la fonction publique hospitalière, on remet également en cause dans l'urgence, et contre l'avis des intéressées, le statut des infirmières. Quant à la

fonction publique territoriale, elle a tout à craindre des projets de réforme des collectivités locales. Enfin, cerise sur le gâteau, le régime des pensions civiles est dans la ligne de mire du gouvernement, sous le prétexte fallacieux que les spécificités des régimes de retraite des fonctionnaires feraient d'eux des nantis !

**Face à ces réformes menées au pas de charge, on nous parle de dialogue social. Mais bien souvent ce dernier consiste à approuver telles quelles des réformes totalement bouclées, après quelques réunions convenues où l'on nous écoute sans jamais nous entendre...**

Dernière preuve de la mauvaise foi gouvernementale : le refus qui nous a été signifié le 2 mars dernier, par le Ministre de la Fonction publique, de répondre favorablement à notre demande de siège précipitaire au CSFPE, alors même que la CFTC, loin derrière nous au sein de la fonction publique de l'État, conserverait son siège...

**Devant cet autisme gouvernemental, il ne reste donc plus à la FGAF que de fourbir ses armes pour se battre devant les juridictions comme dans la rue pour faire triompher son bon droit et défendre les intérêts des agents publics. C'est dans cet esprit qu'elle prendra donc sa place dans les mouvements sociaux qui ne manqueront pas de se déclencher dans les mois à venir, face à ces réformes iniques !**